

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

(N° 6. — JUIN 1853.)

I.

PROCÈS-VERBAUX.

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

TENUE LE 7 JUIN 1853,

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. DE ROISSY, VICE-PRÉSIDENT.

Les procès-verbaux de la séance du 26 avril et de l'assemblée générale du 9 mai sont lus par le secrétaire ; la rédaction en est approuvée.

M. le président proclame membres de la Société, après leur admission par le Conseil :

844. M. BELLIARD, député du Gers, rue de la Ferme-des-Mathurins, 70, présenté par MM. Denjoy, conseiller d'État, et J. Desnoyers.

845. M. Henri DENJOY, juge de paix à Fleurance (Gers), présenté par MM. Denjoy et Duchesne aîné.

846. M. le marquis DE BETHISY, ancien pair de France, rue de Lille, 83, présenté par M. le docteur de Bouis.

Ouvrages offerts.

De la part de M. de Barante :

Histoire de la Convention, t. III et IV. Paris, 1853. 2 vol in-8°.

De la part de M. V. Le Clerc, membre de l'Institut, l'un des auteurs de l'ouvrage :

Histoire littéraire de la France, ouvrage commencé par des religieux bénédictins de la congrégation de Saint-Maur et continué par des membres de l'Institut (Académie des inscriptions), t. XXII. Suite du XIII^e siècle. Paris, 1852 ; in-4°.

De la part de l'auteur, M. d'Otreppe de Bouvette, président de l'Institut archéologique de Liège, membre de la Société libre d'émulation :

De l'Esprit et du Cœur. 2 vol. in-12. Liège, 1852.

Causeries d'un antiquaire. 1 vol. in-12. Liège, 1852.

Le Progrès. Moyens de l'obtenir soumis au conseil d'administration de la Société d'émulation. 1 vol. in-12. Liège, 1852.

De la part des auteurs :

Mémoire sur les archives des abbayes de Liessies et de Maroilles, par M. Le Glay, garde des archives du Nord, correspondant de l'Institut. Lille, 1853; br. in-8°.

Nouvelles recherches sur Henri Baude, poète et prosateur du xv^e siècle, par M. Vallet de Viriville. Paris, 1853; in-8°.

Mémoire sur les médailles romaines découvertes dans la commune de Boissy Saint-Léger, par M. Moutié, secrétaire de la Société archéologique de Rambouillet. Br. in-8°.

Lecture littérale des hiéroglyphes et des caractères cunéiformes, par l'auteur de la *Dactyliologie*. Paris, 1853; in-4°.

Jeanne d'Arc Champenoise et non pas Lorraine; mémoire lu au Congrès scientifique de France tenu à Orléans en septembre 1851; par M. Perrot. Orléans, 1852; in-8°.

Recherches sur la coutume d'exorciser et d'excommunier les insectes et autres animaux nuisibles à l'agriculture. Rapport fait au Comité historique des monuments écrits de l'histoire de France (minist. de l'Instr. publ.) séance du 8 mars 1852; par M. J. Desnoyers. Paris, 1853; in-8°. Extr. du *Bulletin* du Comité, année 1852.

Le travail économisé; explication des effets du bill de sir Robert Peel; par M. Urbain de Bonneval. Paris, 1853; in-8°.

De la part de Sociétés savantes :

Académie royale des sciences de Bavière :

Gelehrte Anzeigen, t. XXXV, juillet à décembre 1852, in-4°.

Bulletin (séances de l'Académie), n^{os} 25-29. 1852, in-4°.

Monumenta Boica, t. XXXVI, partie I^{re}. Munich, 1852. 1 vol. in-4°.

— *Bulletin de la Société du protestantisme français*, n^{os} 8, 9 et 12 de 1853. Les numéros 10 et 11 n'ont point encore paru.

Précis analytique des travaux de l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Rouen, pour l'année 1851-1852. Rouen, 1853. 1 vol. in-8°.

Mémoires de l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Dijon. 2^e série, t. I, année 1851, décembre 1853. 1 vol. in-8°.

Mémoires de la Société d'agriculture, des sciences et belles-lettres de l'Aube (Troyes). Cahiers 19 à 26; 1851-1853. In-8°.

Mémoires de la Société nationale archéologique du midi de la France, t. VII, 1^{re} livraison, 3^e série, et table du t. VI. Toulouse, 1853; in-4°.

Bulletin de la Société des Antiquaires de la Morinie. 2^e année, 1853, 1^{re} livraison, janvier-février.

Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie. Année 1853, n° 1^{er}.

Congrès scientifique de France. Programme de la XX^e session, qui doit se réunir à Arras en septembre 1853.

Correspondance.

M. le comte Molé et M. Thiers adressent des remerciements pour leur nomination de membres du Conseil; M. Dufaure, ancien ministre, pour son admission au nombre des membres de la Société. M. Bocquet écrit aussi pour exprimer sa reconnaissance d'avoir été désigné comme censeur de la Société. Il regrette que son absence de Paris le prive d'assister à la séance de ce jour.

M. le D^r Beaulieu, président de la Société de statistique des Deux-Sèvres, qui, depuis plusieurs années, adresse ses publications à la Société de l'Histoire de France, sollicite en échange la collection des annuaires de la Société.

M. D'Otreppe, président de la Société d'histoire et d'archéologie de Liège, demande un semblable échange.

Ces deux propositions sont renvoyées au Comité des fonds.

M. Pernot, artiste peintre, à Orléans, fait hommage du mémoire sur l'origine champenoise de Jeanne d'Arc, ci-dessus indiqué.

M. Wiedmann, bibliothécaire de l'Académie royale des sciences de Bavière, adresse les dernières publications de cette compagnie savante.

M. E. Dupuy de Montbrun appelle l'attention de la Société sur l'état d'abandon où lui ont paru être trop généralement les dépôts d'archives du département de la Drôme et d'autres pays voisins. Il trouverait aussi utile d'engager MM. les archivistes des préfectures à publier des catalogues analytiques des dépôts confiés à leurs soins, ainsi que cela se fait en Hollande, dans la Prusse Rhénane, la Westphalie, etc.

En remerciant M. Dupuy de Montbrun de sa communication, le secrétaire l'informera que la Commission des archives, créée depuis plusieurs années au ministère de l'intérieur, a précisément pour but la conservation, l'amélioration, le classement des archives départementales et communales, et, autant que possible, la publication des catalogues de ces précieux dépôts. Plusieurs volumes de rapports et de catalogues ont déjà été publiés aux frais du ministère.

Travaux de la Société.

Le secrétaire présente l'état des impressions :

Choix de Mazarinades, t. II ; en bon à tirer les feuilles 6, 7, 8 et 9 ; la feuille 10 est chez l'auteur.

Journal d'un bourgeois de Paris sous François I^{er} ; les feuilles 7 à 12 sont chez l'auteur, ainsi que les placards 21 à 24.

Élections.

Le Conseil procède au renouvellement de son bureau pour l'exercice 1853-1854.

Sont élus au scrutin :

Président : M. de Barante.

Vice-Présidents : { M. A. Passy.
 { M. de Roissy.

Secrétaire (pour 4 ans) : M. J. Desnoyers.

Secrétaire-adjoint : M. Teulet.

Trésorier et archiviste : M. Duchesne aîné.

Comité de publication : MM. Lenormant (président), Guérard, N. de Wailly, Ravenel.

Comité des fonds : MM. Taillandier, de La Villegille, Bellaguet, J. de Chabillant. Sur le désir exprimé par M. Taillandier, qui devait être président comme ayant obtenu le plus grand nombre de voix, M. de La Villegille continuera de remplir les mêmes fonctions.

Le *Comité de l'Annuaire*, renouvelé dans une séance précédente, se compose de MM. Guérard (président), J. Desnoyers, Taillandier, N. de Wailly.

M. le président du Comité des fonds annonce que M. le directeur de la Bibliothèque impériale a bien voulu mettre à la disposition de la Société une pièce plus grande pour sa bibliothèque. Des remerciements sont offerts à M. Naudet ; et une somme de 150 francs est allouée par le Conseil pour l'appropriation du nouveau local.

L'attention du Conseil est appelée de nouveau sur la question des volumes non encore retirés par les membres qui y ont droit. M. le président du Comité des fonds fera connaître, dans une prochaine séance, l'opinion du Comité. Plusieurs membres du Conseil sont d'avis d'adresser une circulaire aux membres qui n'ont pas encore retiré ces volumes.

La séance est levée à quatre heures et demie.

II.

NÉCROLOGIE.

Aux pertes nombreuses que la Société de l'Histoire de France a faites depuis un an et qui ont été rappelées dans le dernier rapport du secrétaire à l'assemblée générale, nous avons à en ajouter une autre non moins douloureuse; M. Desjobert est mort subitement le 26 avril dernier, âgé à peine de cinquante-sept ans. Durant près de vingt années, il avait représenté le département de la Seine-Inférieure dans l'ancienne Chambre des députés et dans les Assemblées législatives qui lui ont succédé. Pendant cette longue et honorable carrière, sa probité, son désintéressement, sa modération, son urbanité, sa modestie, son dévouement actif à ses devoirs lui avaient concilié l'estime de tous les partis et de nombreuses et sincères amitiés.

M. Desjobert siégeait dans l'opposition constitutionnelle dont M. Odilon Barrot était le chef. Dans une seule question, sa tolérance habituelle semblait lui faire défaut; il avait porté la plus profonde attention, presque de la passion, sur la question de l'Algérie, et s'était fait, à cet égard, une opinion contraire à celle de la majorité en combattant avec persévérance l'établissement des Français en Afrique. Presque seul de son opinion, il bravait avec la plus grande indépendance, mais aussi avec conscience, les convictions contraires, à la tribune et dans les commissions. Il était aussi un adversaire très-prononcé du libre échange. M. Desjobert avait formé une collection très-nombreuse d'écrits sur l'Algérie; il l'a léguée au Corps Législatif. Il a légué aux villes de Dieppe et de Neufchâtel les autres parties de sa bibliothèque.

Membre du Conseil général de l'agriculture, M. Desjobert possédait, dans l'arrondissement de Neufchâtel, de grandes propriétés territoriales, dont il se plaisait à diriger l'exploitation. Il n'avait pas moins de goût pour les études littéraires et historiques, et il faisait partie de la Société de l'Histoire de France depuis 1840.

III.

VARIÉTÉS.

Archives coloniales.

On vient de faire en Angleterre une application fort ingénieuse de la *gutta-percha*. On a eu l'idée de revêtir d'une couche très-légère de cette substance les minutes des actes officiels, les dessins, les peintures,

les billets de banque, les actions industrielles, les feuillets de livres, etc., et l'on croit avoir dans ce procédé un moyen sûr de les préserver, soit des atteintes des faussaires, soit de l'action du temps et de l'humidité.

Cette invention serait précieuse pour certaines contrées de l'Amérique dont le climat est tellement destructeur que les documents et les livres ne peuvent s'y conserver plus de vingt à vingt-cinq ans. On en pourra juger par les renseignements suivants qui ont été publiés il y a trois ou quatre ans sur la condition des archives à la Martinique :

« Abstraction faite des fléaux subversifs particuliers aux régions intertropicales, la conservation d'archives administratives ou judiciaires aux colonies paraît être impossible.

« A la Martinique, par exemple, ce fait a été maintes fois constaté.

« En 1776, un édit du roi institue le dépôt de Versailles. *Les colonies françaises, y est-il dit, ont été de tous temps exposées, par l'effet du climat, à plusieurs causes de destruction. Les actes d'une génération se conservent à peine sans être altérés pour la génération suivante, et l'état civil comme les propriétés de ceux de nos sujets qui habitent ces pays, se trouvent sans cesse compromis.*

« En 1811, le conseil supérieur avise, par un arrêt rendu public, les familles créoles de venir rechercher leurs titres les plus essentiels parmi des masses de papiers tombés en vétusté aux greffes des tribunaux, et qui vont être brûlés par son ordre.

« Un peu plus tard, ce sont d'anciens registres d'audience dont, pour la même cause, la destruction est prescrite.

« En 1817, en 1819, la transcription d'une foule de minutes des greffes ou des notaires, altérées ou abîmées, est ordonnée.

« Enfin, en 1822, la cour royale reconnaît que *sur quatre-vingts registres rongés des vers, et surtout des poux de bois, il s'en trouve quatorze, dits registres d'enregistrement, et vingt, dits des causes civiles ou criminelles, qu'il est possible de renouveler en tout ou partie par la transcription.*

« Ces trente-deux registres ont été effectivement transcrits, une décision locale du 24 octobre 1822 en témoigne ; et cependant, en 1847, après seulement vingt-cinq ans, il a été permis d'en douter à voir l'état de détérioration avancée dans lequel ils étaient déjà.

« Qu'on consulte les notaires de la Martinique, et ils diront que les actes ayant quarante ans de date, bien conservés, sont rares dans leurs études.

« Qu'on interroge notamment le notaire du gouvernement, et il montrera une quantité énorme de minutes d'anciens notaires par lui recueillies, rongées des vers ou cartonnées par la moisissure, et qu'il désespère de sauver d'une destruction totale.

« Qu'on demande à l'avoué de la curatelle, où sont les archives si considérables, si précieuses, des successions vacantes, il répondra qu'il y a quatre ans elles ont été, pourries qu'elles étaient, jetées à la mer.

« Ce qui est vrai pour les greffes, les études de notaires, où des hommes spéciaux, responsables, intéressés, doivent naturellement veiller à la conservation des actes confiés à leur garde, l'est bien plus encore pour les services divers de l'administration coloniale. Le petit nombre des employés, leurs mutations fréquentes, l'urgence ordinaire des travaux, semblent avoir, de tout temps, fait obstacle à la bonne tenue des archives centrales ou particulières des bureaux. Mais, sans remonter à l'origine du désordre et des lacunes des archives coloniales antérieures à 1830, poursuivons nos recherches sur la qualité du papier employé alors et depuis.

« A la suite du tremblement de terre de janvier 1839, les archives du gouvernement ont été en grande partie reléguées et oubliées dans un grenier pendant six ans. Un procès-verbal de *brûlement*, en date du 11 juillet 1843, constate qu'elles n'offraient que des débris informes bons à détruire. Ainsi périrent : les répertoires des dépêches ministérielles de 1829 à 1834, les ordres et décisions de 1808 à 1836, les ordonnances et règlements antérieurs à 1830, une foule de dossiers d'affaires diverses, plusieurs collections de journaux, notamment du *Moniteur*.

« Il ne reste donc aujourd'hui à la Martinique, de ses anciennes archives, que quelques actes épars, disséminés, soit au gouvernement, soit dans les bureaux de l'administration, soit enfin dans les greffes.

« Mais, du moins, dira-t-on, il lui reste ces grandes collections imprimées, connues sous les noms de : *Bulletin des Lois*, d'*Annales maritimes*, de *Journal militaire*, etc. Pourquoi ces collections échapperaient-elles à la loi commune ? D'ailleurs, elles ne sont envoyées qu'en petit nombre par la métropole, et même ne contiennent pas une infinité d'actes spéciaux aux colonies. Insuffisantes sous plusieurs rapports, elles sont trop volumineuses pour être fréquemment et également compulsées. Par là seul elles sont destinées à périr dans un temps assez rapproché, et déjà la plupart de celles que possède la Martinique sont toutes plus ou moins avariées. C'est ainsi que le procès-verbal de *brûlement* déjà cité, qui comprend les livres gâtés de la bibliothèque quasi-publique du gouvernement, constate les pertes ci-après :

« 1° 60 volumes du *Bulletin des lois* de l'an II à 1825;

« 2° 28 volumes du *Journal militaire* de 1806 à 1828;

« 3° 21 volumes des *Annales maritimes* de 1818 à 1829.

« Enfin, le *Répertoire de Jurisprudence* de Merlin, le grand recueil

d'arrêtés de Sirey, donnés par l'État à la Cour royale, sont entièrement perdus de vétusté. Il en est de même des vingt premiers volumes de la *Collection des lois*, publiée, vers 1830, par M. Duvergier.

« Resterait, supposera-t-on, pour les arrêtés et décrets locaux, les journaux officiels du pays. Erreur ! Les recherches les plus suivies n'ont pu en faire découvrir que des fragments de collection, et seulement de 1814 à 1828.

« Tout ceci établi en fait, les dates rapprochées et comparées, on arrive forcément à ce triste résultat, que les dépôts publics intéressant le gouvernement, l'administration et les particuliers, de même que les livres nécessaires aux services divers ou à l'instruction générale ou privée, sont destinés à périr tous successivement, à tomber en coupe réglée chaque vingt ans, sous l'effort continu d'une chaleur humide de vingt-cinq à trente degrés, et, plus spécialement, qu'en fait d'archives coloniales, il ne faut en aucune manière compter sur les dépôts publics non plus que sur les grandes collections métropolitaines.

« Une pareille situation appelle l'attention et la sollicitude du gouvernement.

« La conservation des archives et des bibliothèques coloniales n'est possible qu'à la condition d'employer un papier inaltérable sous l'action du climat intertropical.

« Des questions adressées à ce sujet à l'Académie des sciences, des épreuves publiques, des récompenses nationales, des primes à nos fabricants qui réussiraient à produire un pareil papier, sont aujourd'hui des mesures indispensables. Et ce qu'il y aurait peut-être de plus simple et de plus prompt, ce serait de s'adresser à l'Angleterre, qui emploie pour ses colonies un papier inaltérable ; en voici la preuve :

« Parmi les quinze ou vingt registres du greffe de la cour d'appel de la Martinique, vermoulus, prêts de tomber en poussière, contenant ce qui reste des actes publics du temps passé, il en est trois qui sont restés frais, intacts jusqu'à ce jour, tant au dehors qu'au dedans. Ce sont ceux des actes de la domination britannique de 1794 à 1802, *en papier et carton anglais*.

« Un essai de ce genre a été tenté par le gouvernement français, mais un essai malheureux. Le 31 mai 1822, le ministre de la marine envoya au comte Donzelot, gouverneur de la Martinique, trente-deux feuilles de papier supposé inattaquable aux insectes. Il était préparé à l'arsenic et au sublimé corrosif par les soins de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale. Ce papier a été placé dans un des registres anglais dont on vient de parler, et vingt-deux ans après, en 1842, y a été retrouvé, avec le procès-verbal de dépôt, converti en une sorte de dentelles, par d'innombrables piqûres de vers.

« D'autres séries de registres des greffes du gouvernement et de la douane, offrent exactement le même phénomène. Les minutes de notaires de l'époque le reproduisent aussi.

« N'en faut-il pas conclure que les Anglais, dans leur prévoyance, ont eu dès longtemps un papier spécial pour les colonies, préparé de façon à résister à toute altération.

« Ce qu'ils ont fait, ce qu'ils font encore sans doute, pourquoi ne le ferions-nous pas, lorsque tant d'intérêts réclament la même précaution ? »

Servage en France à la fin du XVI^e siècle.

L'antique dénomination de *terra Francorum*, pays des hommes libres, a quelquefois porté bonheur à la France et aux maximes de liberté. Dès le XII^e siècle, on voit les Assises de Jérusalem décider au sujet de l'esclave fugitif converti au christianisme qu'il ne sera pas rendu à son maître, en ajoutant cette raison que : « La terre des crestiens a nom la terre des Frans et pour ce y doivent être toutes franchises de biens ¹. » Pour le jurisconsulte écrivant au milieu des pays latins d'Orient, la France et la chrétienté se confondaient en un lointain un peu vague ; mais c'était bien nettement de la France et des terres dont il était le maître que le roi Louis X parlait quand il s'exprimait ainsi dans sa belle ordonnance du 3 juillet 1315 :

« Comme, selon le droit de nature, chacun doit naître franc, et par aucuns usages ou coutumes qui de grant ancienneté ont été introduites et gardées jusques cy en notre royaume, et par aventure pour le meffet de leurs prédécesseurs, beaucoup de personnes de notre commun peuple soient enchues en lien de servitudes et de diverses conditions, qui moult nous deplait ; Nous, considérants que notre royaume est dit et nommé *le royaume des Francs* et voullants que la chose en vérité soit accordante au nom et que la condition des gens amende de nous en la venue de notre nouvel gouvernement, Avons ordené et ordenons que généralement par notre royaume de tant comme il peut appartenir à nous et à nos successeurs telles servitudes soient ramenées à franchises, et que à tous ceux qui de origine et ancienneté ou de nouvel, par mariage ou par résidence de lieux de serve condition, sont enchues ou pourroient encheoir en liens de servitudes franchise soit donnée avec bonnes et convenables conditions.... » (*Recueil des Ordonn. des rois de Fr.*, t. I^{er}, p. 583.)

¹ *Cour des bourgeois*, chap. ccliv.

L'esclavage pur des Romains, l'assimilation de l'homme à une chose entre les mains de son maître, avait disparu en France et dans le reste de l'Occident vers le commencement du xii^e siècle¹; mais l'esclavage transformé en conditions serviles de différentes sortes dura, comme on sait, jusqu'en 1789. Voici un document qui prouve du moins qu'au xvi^e siècle les traces qui en subsistaient encore s'étaient affaiblies au point que les gens instruits de cette époque s'étonnaient de les rencontrer. Ce document est le récit d'une conversation qui eut lieu chez le président de Thou, et qui frappa l'un de ceux qui y avaient pris part de telle sorte qu'il la mit par écrit. Nous ignorons quel est ce personnage, et nous n'avons même pas la ressource de le deviner d'après son écriture; car c'est seulement par une copie que nous avons connaissance de son récit. Cette copie se trouve dans le portefeuille n° 106 des manuscrits de la collection des frères Godefroid à la bibliothèque de l'Institut. L'original de la pièce se trouverait peut-être dans la collection du Puy, à la bibliothèque impériale, ou dans les manuscrits de Peiresc à Carpentras.

« Servorum in Galliis reliquie. »

« Remarques de servitudes des sujets en Périgord, Turenne, Champagne et ailleurs.

« Sur les propos des servitudes qui ne sont pas du tout esteintes² en France, le 29 avril 1606, M. de Bourdeille qui s'est trouvé chez le président de Thou m'a assuré d'avoir en Périgord où il est gouverneur pour le Roy, soixante places tout d'une tenue, où c'est que ses sujets ne labourent que pour lui et sont obligés de se racheter aux quatre cas comme ils disent, sçavoir est de paier double rente l'année : 1° que le seigneur se marie, 2° au premier enfant masle qui luy naist, 3° quand il marie la première de ses filles, 4° quand il y a changement personnel du seigneur par vente ou par succession et que le nouveau seigneur prend possession.

« M. de Thon sur cela dit que, en Turenne, les sujets de M. de Bouillon le reconnaissent si immédiatement qu'ilz ne paient point de taille au Roi, mais entre autres reconnaissances qu'ils font à leur seigneur, ils sont obligés à payer sa rançon en cas de prison, ce qu'ils ne firent pas pourtant lorsqu'il fut prisonnier en Flandres, et qu'il les fit poursuivre de le payer, car il fut débouté par la cour du parlement de

¹ Biot et M. Saint-Paul, cités par M. Laboulaye, *Institutes coutumières de Loisel*, t. I, p. 40.

² Ce n'est pas : « qui ne sont nullement éteintes; » c'est : « qui ne sont pas entièrement éteintes. »

Paris, et ses sujets furent maintenus en leurs demandes de ne payer point d'autant que ce n'était pas en servant le roi qu'il avait été pris prisonnier, ains en servant François (duc d'Alençon), Monsieur.

« M. Thibaud m'avait déjà dit que en plusieurs lieux de la Champagne les sujets sont obligés par corps de n'habiter point que dans le domaine de leur seigneur, or ne se peuvent marier sans leur consentement, ne faire mille autres choses qu'ont accoutumé de faire les libres. Il alléqua les statuts de Champagne, ceux de Nivernais et quelques autres particuliers.

M. de Thou ajouta qu'en quelques endroits de la Bourgogne il y a beaucoup de seigneuries où les sujets *vivunt ut liberi, moriuntur ut servi*. Car encore qu'ils sortent de leur village et qu'ils aillent habiter ailleurs, leur seigneur s'en va néanmoins demander leur héritage et leur succède sans difficulté. Il en fut jugé une depuis quelque temps qui était de vingt mille écus.

« *Nota.* M. du Vair disait que le père de M. de Bullion avait été en ces peines-là et qu'enfin il composa avec ses seigneurs à celle fin qu'il lui fût loisible d'acquérir pour ses enfants. Ce sieur de Bullion avoit acquis de grands moïens dans Paris où son seigneur le venait vendre, et enfin fut appointé, et le fils d'icelui fut depuis maître des requêtes et est conseiller d'État. »

Ce fut sous Henri III que ce fils obtint le titre de maître des requêtes et de conseiller d'État. Il se nommait Jean de Bullion, seigneur d'Argny; il prit femme dans la famille de Lamoignon, et devint père d'un magistrat justement célèbre, le chancelier Claude de Bullion.

L'un des derniers numéros de l'*Athenæum français* contient la description d'un recueil littéraire hollandais qui mérite, en effet, par sa singularité une mention particulière. Peut-être une revue analogue, si elle était introduite chez nous, aurait-elle quelque heureux résultat.

Voici l'article de l'*Athenæum* :

De Navorscher, een middel tot gedachten wisseling, etc. (L'INVESTIGATEUR, moyen de communiquer ses pensées et d'entretenir un commerce littéraire entre tous ceux qui savent quelque chose, qui ont des questions à faire ou qui peuvent en résoudre). 3^e année, Amsterdam, 1850, chez Frédéric Muller, in-8°. — Ce recueil périodique, qui a déjà atteint sa troisième année, n'est pas, à ce qu'il paraît, le premier de ce genre. Les Anglais en ont, dit-on, un semblable. Il est destiné à fournir aux gens lettrés le moyen d'appeler l'attention du monde savant sur des points douteux d'histoire, d'archéologie, de biographie, de littérature, de provoquer

ainsi des réponses et d'obtenir des éclaircissements sur des faits qu'on n'a pu soi-même éclaircir. Les questions paraissent dans un cahier du *Navorscher*, et les cahiers suivants apportent les réponses quelquefois de deux ou trois correspondants. Tantôt il s'agit de la signification d'un terme singulier, d'une parole ou d'une expression proverbiale usitée dans toute la Hollande ou dans une seule province ; tantôt on cherche à découvrir l'origine de la famille d'un artiste ancien, d'un héros hollandais, d'un écrivain célèbre, etc. Par exemple, il existe aux Pays-Bas une famille du nom de Valois ; on demande si elle a quelque affinité avec les Valois de France. Par les réponses on voit que si les uns croient que cette famille est simplement originaire de l'ancien duché de Valois ; d'autres rapportent qu'elle paraît tirer réellement son origine de l'ancienne maison royale de France, que ses descendants sont tombés dans un état obscur, qu'ils avaient des papiers importants et que quelqu'un, sous prétexte de les faire valoir à Paris, se les est fait remettre, en sorte que ces titres vrais ou prétendus sont perdus maintenant. Dans un autre cahier on demande pourquoi le mot français *Sauvegarde* se trouve écrit devant les postes aux chevaux et même sur les diligences en Hollande. L'un répond que cet usage date du temps de Napoléon, qui voulait indiquer par là que ces établissements étaient sous la protection de la loi. Dans d'autres réponses on prouve que ce mot était déjà en usage au *xv^e* siècle dans les Pays-Bas et avertissait dans les temps de guerre qu'une sauvegarde, souvent payée bien cher, avait été donnée à ces établissements publics. Cette quantité de petits articles écrits sans prétention renferme un grand nombre de faits peu connus, d'anecdotes plus ou moins curieuses et en général des renseignements instructifs.

IV.

BIBLIOGRAPHIE.

76. — *Institution nationale de Saint-Louis des Français à Rome* (1478-1852). Étude chronologique et historique, par l'abbé Héry, chapelain, bibliothécaire de Saint-Louis. In-8° de 3 feuilles. Imp. Desoye, à Paris.

77. — *Jacques Cœur et Charles VII*, ou la France au *xv^e* siècle. Étude historique précédée d'une notice sur la valeur relative des anciennes monnaies françaises, et suivie de pièces justificatives et documents la plupart inédits, par M. Pierre Clément. 2 vol. in-8°. Paris, Guillaumin. (15 fr.)

78. — *Lamoral d'Egmont*, prince de Gavre, gouverneur des provin-

ces de Flandre et d'Artois, ou une page de l'histoire des Flandres au xvi^e siècle, par A. F. Ortille. 6 feuilles in-8°. Imp. Drouillard, à Dunkerque.

79. — *Le culte des morts* chez les principaux peuples anciens et modernes, avec la description des divers monuments funèbres, par l'abbé Simon. In-12 de 24 feuilles. Limoges, Ducourtieux.

80. — *Lettres à M. le duc de Luynes*, membre de l'Institut, sur quelques types de l'art chrétien, dessinés par ses soins dans le département de la Somme, par M. H. Dusevel. Première lettre. 3 feuilles in-4°. Imp. Duval, à Amiens.

81. — *Loi des Bourguignons*, vulgairement nommée loi Gombette, traduite pour la première fois par M. J. F. A. Peyré. In-8° de 9 feuilles 1/2. Imp. de Vingtrinier, à Lyon.

Extrait de la *Revue du Lyonnais*, 1852. Tiré à part à cinquante exemplaires qui ne sont pas destinés au commerce.

82. — *Malherbe (Lettres inédites de)*, mises en ordre par Georges Mancel, conservateur de la bibliothèque de Caen. In-8° de 4 feuilles. Caen, Le Goste. (1 fr. 50 et 3 fr.)

Édition tirée à cent exemplaires.

83. — *Marches (Les) de l'Ardenne et des Woëpvres*, ou l'arène féodale à la naissance des grandes suzerainetés lotharingiennes, par M. Jeantin, président du tribunal civil de Montmédy. Tome I, 1^{re} partie, 35 feuilles in-8°. Paris, Maisou; Nancy, Grimblot. (7 fr.)

84. — *Marine (Histoire générale de la)*, comprenant les naufrages célèbres, les voyages autour du monde, les découvertes et colonisations, l'histoire des pirates, corsaires et négriers. Exploits des marins illustres, voyages dans les mers glaciales, guerres et batailles navales jusqu'au bombardement de Tanger et la prise de Mogador par le prince de Joinville. Édition publiée sous la direction de M. Van Tenac, attaché au ministère de la marine. 4 vol. in-8°; 40 grav. Paris, Penaud. (72 fr.)

85. — *Mardick (Histoire de)* et de la Flandre maritime, par Raymond de Bertrand. Dunkerque, 1852, gr. in-8°, 453 pages et 7 pl.

L'auteur de cet ouvrage a cru devoir adopter la forme de chronique; il a recueilli tout ce qu'on peut savoir sur Mardick et le raconte en suivant l'ordre des temps; il n'a fait qu'une longue chaîne des événements de tout genre accomplis sur la petite plage qui s'étend entre Dunkerque et Gravelines, depuis la première entrée des légions de Jules César jusqu'aux élections du conseil municipal de Mardick, en 1848. On veut aujourd'hui, trouver dans une *histoire* les faits groupés, classés et s'il est possible jugés. Comment trier à travers toute la trame d'un livre les documents relatifs à la politique générale, à l'administration locale, à

l'état ecclésiastique, au développement littéraire, au commerce, à la physionomie physique ou morale d'un pays? Ce n'est pas le lecteur qui doit être historien mais bien l'auteur. L'ouvrage de M. Raymond de Bertrand est écrit d'ailleurs avec une conscience rare, et les matériaux qu'il a réunis paraissent former un ensemble très-complet.

86. — *Mezzofanti* (*Esquisse historique sur le cardinal*), par A. Manavit. In-8° de 13 feuilles $\frac{1}{4}$ plus une planche. Impr. de Manavit à Toulouse. Paris, Sagnier et Bray (3 fr. 50).

Gaspard-Joseph Mezzofanti, né à Bologne le 17 septembre 1774, mort le 15 mars 1849. Ce savant polyglotte parlait soixante-dix-huit langues (*Journal de la Librairie*.)

87. — *Montbenoit* (*Histoire de l'abbaye de*), du val du Saugeois et des anciennes seigneuries d'Arçon et de Lièvremont, suivie d'un coup d'œil sur le patois du Saugeois, par M. Barthelet, notaire à la Close. 9 feuil. $\frac{1}{2}$, in-12. Besançon, Jacquin.

88. — *Mystères (les) de l'histoire* révélés par le somnambulisme lucide. Histoire intime de Nantes depuis son origine. Ère celtique, gallo-romaine et du moyen-âge (par Ludovic Chapplain). In-8° de 3 feuil. extr. du journal *le Breton*. Impr. Mellinet à Nantes (60 cent.).

89. — *Négociations* relatives à l'établissement de la maison de Bourbon sur le trône des Deux-Siciles, par Charles Gay. Ouvrage entièrement rédigé d'après les documents originaux. 21 feuil. in-8°. Paris, Allouard et Kaepelin (6 fr.).

90. — *Notices et extraits des manuscrits médicaux* grecs, latins et français des principales bibliothèques de l'Europe, par le docteur Ch. Daremberg, bibliothécaire à la bibliothèque Mazarine. 1^{re} partie : *Manuscrits grecs d'Angleterre*. In-8° de 16 feuilles. Imp. impér. Paris, Baillièrre (7 fr.).

91. — *Notre-Dame de Paris*. Recueil contenant 80 planches et une notice archéologique où l'on a cherché la nature, l'origine et la raison d'être de toutes les parties du monument, par Celtibère. In-folio de 4 feuilles et 80 pl. Paris, Grim. (55 fr.).

92. — *Office (l') du XIII^e siècle*, tiré d'un manuscrit original et inédit, publié par Didron aîné, secrétaire de l'ancien comité historique des arts et monuments. In-4° de 3 feuil. $\frac{1}{2}$ et 24 gravures fac-simile. Paris, Didron jeune (15 fr.).

Tons du plain-chant. — Ordinaire de la messe. — Noël. — Pâques. — Ascension. — Pentecôte. — Fête-Dieu. — Le manuscrit original appartient à la bibliothèque de l'Arsenal.

93. — *Origine et formation de la langue française*, par Abel de Chevallet. 1^{re} partie : Éléments primitifs dont s'est formée la langue française. In-8° de 43 feuilles. Imp. impér. Paris, Dumoulin. (12 fr.).

94. — *Parallèle historique des principales batailles de terre et de mer*, par le comte Bouët-Willamez. 3 feuilles 1/2 in-8°. Paris, Dumaine.

95. — *Précis de biographie belge* ou Exposé des principaux traits de la vie des Belges qui se sont illustrés dans les lettres, les sciences, la philosophie, les beaux-arts, la politique, l'industrie, l'art militaire, etc. Contenant l'indication de leurs ouvrages, découvertes, inventions, chefs-d'œuvre, par M. le docteur Gelis (de Carcassonne). 150 p. in-8°. Impr. à la Ferté-sous-Jouarre.

96. — *Preuilly (Recherches sur l'ancienne baronnie de)*, première baronnie de Touraine, et sur les anciens châteaux de Bossay et de Fontbaudry (Indre-et-Loire), par J. X. Carré de Busserolle. Impr. à Rouen. Une feuille 1/2 in-8°. Tours, Cattier.

97. — *Sciences naturelles au moyen âge (Histoire des)*, ou Albert le Grand et son époque considérés comme point de départ de l'école expérimentale, par F. A. Pauchet, correspondant de l'Institut, professeur de zoologie au Muséum d'histoire naturelle de Rouen. In-8° de 42 feuilles. Paris, Baillière (9 fr.)

98. — *Sculpture française (Histoire de la)*, par Émeric David de l'Institut, accompagnée de notes et observations par M. Duseigneur, statuaire, et publiée par M. P. Lacroix. In-18 de 40 feuilles. Paris, Charpentier. (3 fr. 50.)

99. — *Sellières (Histoire du couvent des Cordeliers de)*, suivie d'un appendice, le tout formant une histoire de Sellières complète, par Louis Malfroy. In-12 de 40 pag. Impr. de Courbet à Lons-le-Saulnier.

100. — *Tiers État (Essai sur l'histoire de la formation et des progrès du)*, par M. Augustin Thierry. Paris, Furne, 1833. 1 vol. in-8°. — 2^e édition, 2 vol. in-18 (7 fr.)

I. Extinction de l'esclavage antique; fusion des races; naissance de la bourgeoisie du moyen âge. — II. Le parlement au ^{xiii}^e siècle; les états généraux de 1302, 1355 et 1356. — III. Le tiers état sous Charles V, Charles VI, Charles VII et Louis XI. — IV. Les états généraux de 1484; le tiers état sous Louis XII, François I^{er} et Henri II. — V. Les états généraux de 1560 et ceux de 1576. — VI. — Les états généraux de 1588; le tiers état sous le règne de Henri IV. — VII. Les états généraux de 1614. — VIII. Le parlement sous Louis XIII; le ministère de Richelieu; la Fronde. — IX. Louis XIV et Colbert. — X. Caractère social du règne de Louis XIV; son action sur les progrès du tiers état.

Premier fragment du recueil des monuments inédits de l'*Histoire du Tiers État*
Tableau de l'ancienne France municipale. L'étendue actuelle de la France divisée, au point de vue de l'histoire du régime municipal, en cinq régions, savoir : la région du nord (Picardie, Artois, Flandre, Lorraine, Champagne, Normandie, Ile-de-France); la région du midi (Provence, Languedoc, Auvergne, Limousin, Guienne, Périgord, Béarn, Roussillon); la région du centre (Orléanais, Maine,

Anjou, Touraine, Berry, Nivernais, Bourbonnais, Bourgogne) ; la région de l'ouest (Bretagne, Poitou, Angoumois, Aunis et Saintonge) ; la région de l'est et sud-est (Alsace, Franche-Comté, Lyonnais, Bresse, Dauphiné). — Second fragment. Monographie de la constitution communale d'Amiens. — I. Prolégomènes. Temps antérieurs au xii^e siècle. — II. xii^e siècle. Établissement de la commune d'Amiens. — III. Articles primitifs et principales dispositions de la charte communale d'Amiens. — IV. Donation faite par Philippe d'Alsace, comte d'Amiens, Cession du comté d'Amiens à Philippe-Auguste, etc.

Appendice I. Plan d'une collection générale des monuments inédits de l'*Histoire du Tiers État*. — App. II. Listes des députés du tiers état aux états généraux de 1484, 1560, 1576, 1588, 1593 et 1614. — App. III. Cahier du village de Blaigny pour les états généraux de 1576.

Cette nouvelle œuvre d'une pensée que l'âge ni les infirmités ne peuvent refroidir est la seconde publication faite par M. Augustin Thierry sur l'*Histoire du Tiers État* dont il a été chargé par le gouvernement en 1839. Ce beau travail ne le cède point à ceux qui l'ont précédé, et l'on y voit ce talent si ferme et cependant si flexible, se prêtant aux progrès qu'il a fait naître autour de lui, tempérer les assertions trop absolues qu'il avait émises d'abord, profiter des critiques bienveillantes ou des attaques passionnées, étendre ses vues et corriger les détails imparfaits à chaque ouvrage nouveau, à chaque nouvelle édition de ses ouvrages d'autrefois. Ses premiers écrits datent de plus de trente ans ; c'est ce qu'il ne faut pas oublier lorsqu'on en parle et surtout lorsqu'on les critique. Il a commencé à une époque où montrer une saine intelligence des documents historiques, était certainement une renaissance sinon une découverte. Du reste, les attaques dirigées depuis quelque temps contre les travaux de M. Thierry ne sauraient ruiner son autorité, parce que ce ne sont pas des contradictions scientifiques, mais des engins de parti. Augustin Thierry a été et est demeuré l'un des représentants du vieux *libéralisme* français ; il glorifie l'affranchissement politique, il sourit en contant certains miracles du moyen âge ; il parle de Grégoire de Tours sans dire *saint* Grégoire ; il faut renverser un homme aussi dangereux, dit-on aujourd'hui. Mais les efforts de ceux qui le combattent *en priant pour lui*, suivant leur expression, ne l'empêcheront pas de rester un de nos grands historiens et peut-être le premier par le style.

101. — *Université de lois d'Orléans (Histoire de l')*, par J. E. Bimbenet, greffier en chef de la cour impériale de cette ville. In-8° de 27 feuilles. Paris, Dumoulin ; Orléans, Gatinéau. (7 fr.)

H. L. BORDIER.